

d'équipement au cours des trois premiers trimestres de l'année. À notre avis, cela prouve que l'économie s'adapte bien et que le monde des affaires se prépare à tirer parti des possibilités offertes par l'exportation.

J'ai réaffirmé en outre que l'Accord demeure une pierre angulaire de notre stratégie visant à améliorer la capacité de concurrence du Canada. L'Accord facilite la réalisation de cet objectif car il améliore l'accès à notre plus important marché d'exportation, permettant ainsi aux sociétés canadiennes d'accroître leurs compétences et d'atteindre une stature d'envergure mondiale. En outre, l'Accord donne aux Canadiens des possibilités qu'ils n'auraient pas autrement.

J'ai bien dit "pierre angulaire". Je l'ai fait à dessein. Cette expression suggère que l'Accord est une partie indispensable de notre politique globale. Elle signale aussi que notre stratégie est composée d'autres assises.

Et voilà sur quoi je voudrais concentrer mes propos aujourd'hui. Sur d'autres aspects du défi de la concurrence que nous devons relever. Je parlerai plus particulièrement des quatre défis devant lesquels se trouve le Canada en 1990, défis qui je crois influenceront grandement notre capacité d'être concurrentiels et de prospérer.

À mon avis, ces quatre défis concernent les domaines suivants :

- la politique fiscale canadienne;
- la réforme de la taxe de vente;
- les négociations commerciales multilatérales; et
- l'entente en matière constitutionnelle.

Permettez-moi de parler de chacun de ces quatre domaines.

D'abord, la politique fiscale canadienne. Comme vous le savez tous, il est absolument essentiel que le Canada continue à mettre de l'ordre dans sa politique fiscale afin d'assurer un faible degré d'inflation et des taux d'intérêt peu élevés. Quand je parle du Canada, je ne parle pas seulement du gouvernement fédéral, je parle de tous les paliers de gouvernement du pays.

Depuis 1984, c'est exactement ce que mes collègues et moi avons tenté de faire. Beaucoup de travail a été accompli au niveau fédéral, mais il reste encore beaucoup à faire. Pour y arriver et pour restreindre encore plus les dépenses publiques, il faudra prendre des décisions difficiles et sans doute peu populaires.

Je ne parle pas seulement d'empêcher le gaspillage, quoique ce soit tout de même important pour obtenir l'appui du public.